

2004RP-12

**Les innovations en matière de  
politiques économiques et leur  
incidence sur la productivité  
– Leçons pour le Québec –**

*Benoît A. Aubert, Simon Landry,  
Michel Patry*

---

**Rapport de projet**  
*Project report*

---

**Montréal**  
**Juillet 2004**

© 2004 Benoît A. Aubert, Simon Landry, Michel Patry. Tous droits réservés. *All rights reserved.* Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©.  
*Short sections may be quoted without explicit permission, if full credit, including © notice, is given to the source.*

## CIRANO

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

*CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Québec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, and grants and research mandates obtained by its research teams.*

### *Les organisations-partenaires / The Partner Organizations*

#### PARTENAIRE MAJEUR

. Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche [MDERR]

#### PARTENAIRES

. Alcan inc.  
. Axa Canada  
. Banque du Canada  
. Banque Laurentienne du Canada  
. Banque Nationale du Canada  
. Banque Royale du Canada  
. Bell Canada  
. BMO Groupe Financier  
. Bombardier  
. Bourse de Montréal  
. Caisse de dépôt et placement du Québec  
. Développement des ressources humaines Canada [DRHC]  
. Fédération des caisses Desjardins du Québec  
. GazMétro  
. Hydro-Québec  
. Industrie Canada  
. Ministère des Finances du Québec  
. Pratt & Whitney Canada Inc.  
. Raymond Chabot Grant Thornton  
. Ville de Montréal

. École Polytechnique de Montréal  
. HEC Montréal  
. Université Concordia  
. Université de Montréal  
. Université du Québec à Montréal  
. Université Laval  
. Université McGill  
. Université de Sherbrooke

#### ASSOCIE A :

. Institut de Finance Mathématique de Montréal (IFM<sup>2</sup>)  
. Laboratoires universitaires Bell Canada  
. Réseau de calcul et de modélisation mathématique [RCM<sup>2</sup>]  
. Réseau de centres d'excellence MITACS (Les mathématiques des technologies de l'information et des systèmes complexes)

# Les innovations en matière de politiques économiques et leur incidence sur la productivité – Leçons pour le Québec –

*Benoit A. Aubert<sup>\*</sup>, Simon Landry<sup>†</sup>, Michel Patry<sup>‡</sup>*

## **Résumé / Abstract**

Le but de ce document, fait dans le cadre du programme de recherche du CIRANO sur la productivité, est de faire ressortir des politiques économiques innovantes susceptibles d'être appliquées dans un contexte québécois. Pour cerner ces innovations, les cas de la Bavière, de l'Irlande et de la Nouvelle-Zélande ont été retenus et les leçons pour le Québec ont été tirées de ces expériences.

**Mots clés** : politique économique, Québec, productivité, croissance économique.

*This description, produced within the CIRANO research program on productivity, seeks to unearth the innovative economic policies that could be adapted to the Quebec context. To better understand these innovations, the cases of Bavaria, Ireland, and New-Zealand were studied and lessons for Quebec were extracted.*

**Keywords:** *economic policy, Quebec, productivity, economic growth.*

---

<sup>\*</sup> Professeur titulaire et Directeur de la recherche, HEC Montréal, 3000 chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, (Canada) H3T 2A7, Fellow, CIRANO, 2020 University, 25e étage, Montréal (Canada) H3A 2A5, tél. : (514) 340-6255, fax : (514) 340-6820, courriel : benoit.aubert@cirano.qc.ca.

<sup>†</sup> Directeur de projet, CIRANO.

<sup>‡</sup> Directeur-adjoint, corps professoral et planification stratégique, HEC Montréal.

## Introduction

Le but de ce volet du programme de recherche du CIRANO sur la productivité est de faire ressortir des politiques économiques innovantes susceptibles d'être appliquées dans un contexte québécois. Pour cerner ces innovations, trois cas ont été retenus soit celui de la Nouvelle-Zélande, de la Bavière et de l'Irlande. Ce volet a pour objectif de proposer un bilan de ces expériences et de dégager de cet exercice des pistes de recherche et d'intervention susceptibles d'intéresser le Ministère des Finances du Québec.

L'analyse des expériences permet de dégager un certain nombre de conditions fondamentales qui nous semblent conditionner ou déterminer l'efficacité des initiatives en matière de politique industrielle. Nous examinons ces conditions de base ou fondamentales ainsi que certains axes de politiques industrielles.

# LA BAVIÈRE<sup>1</sup>

## *Le contexte*

Le début des années 90 marque entre autres l'accélération des dynamiques économiques mondiales, l'explosion de nouveaux secteurs et plus spécifiquement pour la Bavière, une réorientation majeure de l'administration publique jugée alors trop réglementée, trop compliquée et trop coûteuse. Les objectifs principaux des autorités bavaroises sont, compte tenu du contexte économique, d'assurer la prospérité de toutes les parties du Land et de régler durablement le problème du chômage.

## *Les éléments de politique*

La réforme en Bavière s'articule autour de trois concepts clés : la réduction de la taille de l'État via une série de privatisations, le recours à la déréglementation et la modernisation de la fonction publique. La transformation de la Bavière est le fruit de politiques ambitieuses mises en pratique au cours de la dernière décennie grâce au financement provenant des surplus générés par les diverses privatisations. Ces politiques visent à stimuler l'éducation, la recherche & développement et le capital d'amorçage pour les industries de hautes technologies. Les particularités de l'approche bavaroise communes à la majorité des pays ayant instauré une réforme sont le maintien de taux d'imposition relativement bas des revenus des particuliers et des entreprises et l'adoption de politiques innovatrices en matière de développement.

## *Les résultats*

Les réformes n'ont pas été sans échos : la Bavière est l'État d'Allemagne qui a connu la croissance économique la plus rapide en se situant au dessus de la moyenne nationale pour la plupart des indicateurs économiques. En se positionnant comme chef de file en ce qui a trait à la plupart des standards nationaux en matière de productivité et d'innovation, la Bavière s'impose comme une puissance économique en Allemagne et même en Europe.

---

<sup>1</sup> Une description complète du cas de la Bavière est disponible : <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2004RP-09.pdf>

# LA NOUVELLE-ZÉLANDE<sup>2</sup>

## *Le contexte*

A partir de 1935, l'économie de la Nouvelle Zélande a été basée sur une implication majeure de l'état. A peu près tous les secteurs économiques étaient sous la gouverne publique. Ce contrôle a atteint un sommet au milieu des années 1980. La Nouvelle-Zélande a dû se contenter d'une croissance annuelle de 1,5% de 1971 à 1984. La moyenne pour les pays de l'OCDE a été de 2% durant cette période.

## *Les éléments de politique*

Les réformes se sont faites en deux grandes étapes. A partir de 1984, le gouvernement nouvellement élu élimina les contrôles des taux d'intérêts, les taux d'échanges fixes sur la monnaie, établit une politique monétaire visant le contrôle de l'inflation.

Les réformes financières furent suivies, au début des années 1990, par une réduction drastique des quotas à l'importation et les tarifs douaniers et la transformation de plusieurs organisations publiques en sociétés de la couronne ayant une orientation beaucoup plus commerciale. Ces réformes s'accompagnaient d'une libéralisation du marché du travail.

## *Les résultats*

L'étendue des réformes est souvent perçue comme plus radicale qu'elle ne l'est en réalité. L'économie de la Nouvelle Zélande est toujours plus réglementée que celle des Etats-Unis. En 2000, les dépenses courantes du gouvernement de la Nouvelle Zélande représentaient toujours 36,4% du PIB (OCDE 2002).

Il faut donc relativiser la portée de ces réformes. Il semble que la séquence des changements ait posé problème. La libéralisation financière fut faite avant la libéralisation du marché du travail et la mise sous contrôle de la dette publique et de l'inflation. Les pressions à l'emprunt de la part du gouvernement ont grandement limité la croissance entre 1984 et 1991. Par la suite, la croissance de la Nouvelle-Zélande (3,1%) a été comparable à plusieurs grands pays industrialisés (OCDE 2002).

---

<sup>2</sup> Une description complète du cas de la Nouvelle-Zélande est disponible:  
<http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2004RP-10.pdf>

## L'IRLANDE<sup>3</sup>

### *Le contexte*

Depuis le début des années 1990, la performance économique de l'Irlande a été simplement exceptionnelle. Poussé par une très forte croissance soutenue de la productivité, le PIB réel de l'Irlande a presque triplé entre 1990 et 2002 alors que le revenu *per capita* doublait.

### *Les éléments de politique*

Au plan de la politique commerciale, l'Irlande a adopté depuis près de 50 ans une politique d'ouverture au commerce international très marquée qui lui a permis de développer un secteur d'exportations très agressif, qui représente environ 85 p. cent de son PNB. Au plan de la politique industrielle, l'orientation fondamentale consista et consiste toujours à encourager les investissements directs étrangers (IDE). Cette politique s'est appuyée sur un ensemble de mesures visant l'accueil, le traitement des gains en capitaux, l'élimination de restrictions liées aux IDE et l'amélioration des infrastructures. La politique fiscale de l'Irlande a également contribué, en particulier au cours des dix dernières années, à attirer les investissements dans certains secteurs clés, notamment celui du *back-office financier*. Des taux d'imposition des profits très bas, 10 p. cent, et la défiscalisation de plusieurs dépenses ont permis cette avancée spectaculaire qui fit de l'Irlande le « *back-office* » de l'Europe. Enfin, un ensemble de mesures visèrent le développement du capital humain en Irlande.

### *Les résultats*

Les résultats des politiques économiques mises en œuvre au cours des dernières années sont exceptionnels et ont suscité de nombreuses analyses. Très forte croissance de la productivité –à un rythme soutenu d'environ 3% par an-- et réduction marquée des coûts de production ont entraîné une accélération des exportations et un afflux d'IDE. Ces développements ont amélioré le niveau de vie et réduit le taux de chômage de manière significative.

---

<sup>3</sup> Une description complète du cas de L'Irlande est disponible : <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2004RP-11.pdf>

# BILAN DES EXPÉRIENCES ET LEÇONS POUR LE QUÉBEC

## L'objectif

L'objectif de cette section est de procéder à un premier bilan des expériences en matière d'innovation de politiques en Bavière, en Nouvelle-Zélande et en Irlande. Seule une analyse approfondie permettrait de dégager des conclusions en cette matière.

## Quelques leçons

L'analyse des expériences permet de dégager un certain nombre de conditions fondamentales qui nous semble conditionner ou déterminer l'efficacité des initiatives en matière de politique industrielle. Nous examinons ces conditions de base ou fondamentales dans un premier temps. Puis, nous tournons notre attention sur certains axes de politiques industrielles.

### *Les conditions fondamentales*

- L'examen de la littérature scientifique dégage une première conclusion : les revirements économiques en Bavière, en Nouvelle-Zélande et –tout particulièrement-- en Irlande ne peuvent être attribués à un seul élément ou à une seule cause. Dans les mots de Catta, Jarrett et Rae « *The main conclusion was that there was no single silver bullet that was responsible for the growth acceleration.* »<sup>4</sup>.

Les expériences recensées représentent des situations complexes qui ont fait intervenir de nombreuses innovations en matière de politique, bien que certains éléments puissent ressortir comme ayant joué un rôle significatif, tel le succès de l'Irlande à attirer les investissements étrangers ou celui de la Bavière.

- Les conditions initiales jouent également un rôle de premier plan. L'écart de productivité qui sépare les

---

<sup>4</sup> Catta, Pietro; Peter Jarrett et David Rae (2002) « Looking Forward Hopefully: What Canada can Learn from Some Other OECD Countries' Growth Experiences », Paper presented at the TD Forum on Canada's Standard of Living, Ottawa, October 7.



économies à l'étude de celle des États-Unis, par exemple, permet d'entrée de jeu de formuler des conjectures sur la trajectoire des économies relativement en retard : c'est l'hypothèse du '*catch-up*'. Ceci dit, il reste à expliquer pourquoi certaines économies connaissent un rattrapage rapide et d'autres, un rattrapage plus lent. C'est pourquoi les facteurs institutionnels et les politiques économiques jouent un rôle important. A cet égard, les conditions initiales en Irlande rendaient un décollage spectaculaire plus vraisemblable qu'en Nouvelle-Zélande ou en Bavière.

- L'économie québécoise, à ce titre, n'est pas caractérisée par un retard de productivité majeur par rapport à l'économie canadienne. L'écart avec l'évolution de la productivité américaine est un sujet débattu. Fortin<sup>5</sup>, par exemple, estime que la productivité du travail par heure-homme au Canada équivaut à 92% de celle de nos voisins américains, ce qui laisse présager la possibilité d'un rattrapage. Mais celui-ci est d'un ordre complètement différent de celui auquel l'Irlande était confrontée au milieu des années 1970, par exemple. Il serait par conséquent illusoire d'envisager un scénario dans lequel les conditions initiales au Québec entraîneraient, via un rattrapage de la productivité '*per se*' un décollage spectaculaire.
- Une autre constante est un assainissement de la gestion macroéconomique. Tant en Nouvelle-Zélande qu'en Irlande, les gouvernements ont entrepris une mise en ordre des finances publiques et une jugulation de l'inflation par la poursuite d'une politique monétaire non inflationniste. Le Lander de Bavière procéda également à une certaine cure d'amincissement de ses finances publiques, mais celle-ci avait pour principal objectif de dégager des ressources dans le but de lancer un ensemble de programmes orientés vers le renforcement des compétences technologiques et l'encouragement des investissements dans les secteurs à haute technologie.

---

<sup>5</sup> Fortin, Pierre (2002) *Le boom économique irlandais : les faits, les causes et les leçons*. Document de discussion no 12, Industrie Canada, Ottawa.

Il apparaît évident à l'examen de ces trois expériences que la mise en ordre et la stabilisation macroéconomique joue un rôle de premier plan : elle introduit stabilité, prévisibilité et crédibilité et permet aux gouvernements de se donner des marges de manœuvre et d'attirer les capitaux étrangers. La rigueur fiscale et monétaire apparaît être une condition nécessaire, bien que non suffisante, au déploiement réussi de politiques innovantes en matière de politique industrielle. On remarquera par ailleurs que certaines des difficultés rencontrées en Nouvelle-Zélande découlent directement du fait que ces conditions n'avaient pas été rencontrées avant que l'on dérègle les marchés financier et de l'emploi.

Deux autres éléments fondamentaux jouent un rôle de premier plan en conditionnant largement, à nos yeux, l'efficacité des politiques industrielles : la libéralisation du marché de l'emploi et la consolidation du secteur de l'éducation.

- Les innovations tant du côté de l'offre que de la demande dans le marché de l'emploi sont essentielles pour libérer et orienter les travailleurs vers les secteurs visés par les politiques industrielles.

La spectaculaire croissance de la productivité, du PIB et de l'emploi en Irlande aurait été impossible sans un mélange d'habiles politiques et de chance qui permit la qualification, l'augmentation de la participation au marché du travail et l'afflux de travailleurs spécialisés en Irlande. Les politiques liées au développement d'un pacte social en Irlande peuvent également avoir joué un rôle important : elles pourraient avoir permis de stimuler l'emploi global et la sécurité de l'emploi en échange de hausses plus modérées dans la rémunération.

Un des acquis les plus significatifs du train de mesures adoptées en 1992 en Nouvelle-Zélande est l'assouplissement que celles-ci introduisirent dans le fonctionnement du marché de l'emploi. Rappelons que la Nouvelle-Zélande procéda à l'abolition de la syndicalisation obligatoire, au démantèlement du système central d'établissement des salaires et à l'introduction de négociations de contrats de travail individuels.

À la suite de cet assouplissement, le taux de syndicalisation a chuté de plus de 20 p. cent et le

taux de chômage néo-zélandais a chuté de plus de 5 p. cent.

- La solidité et la pertinence des systèmes d'éducation joue un rôle plus important en Irlande et en Bavière. L'Irlande utilise de manière très agressive la qualité de sa main d'œuvre pour attirer les investissements directs étrangers. Quoique la pénurie croissante de main d'œuvre réduise présentement l'efficacité de cet outil. La Bavière, quant à elle, investit notamment dans des instituts de recherche et des universités afin de consolider son système d'innovation et de mieux supporter les entreprises innovantes.

Le Québec dispose de plusieurs éléments originaux dans son système national d'innovation. Il pourrait cependant s'inspirer des innovations bavaroises en matière d'innovation afin de consolider le système d'innovation québécois. Il est très encourageant de constater que la Bavière parvint à s'établir au plan national et européen comme un pôle d'excellence dans plusieurs secteurs en une dizaine d'années. Il est vrai qu'elle disposait d'une capacité de R&D et d'innovation importante d'entrée de jeu. Il n'en demeure pas moins que la Bavière est parvenue à cibler certains secteurs et à articuler de manière fine et serrée un réseau le liens entre entreprises, instituts et universités et organismes gouvernementaux. Le programme *Bayern Innovativ* recèle sans doute de précieux enseignements pour le Québec si ce dernier désirait consolider et raffermir sons système d'innovation et de transfert de technologie. En cette matière, la Bavière se démarque nettement de l'Irlande et de la Nouvelle-Zélande.

- Le renforcement du système d'innovation en Bavière passe également par celui du financement des entreprises innovantes. *Bayern Kapital* facilite l'accès au capital de risque dans des secteurs désignés : logiciel, pharmaceutique,... L'importance des enveloppes apparaît modeste et le Québec pourrait aisément émuler la Bavière sur ce plan. Les secteurs identifiés par la Bavière sont précisément ceux qui sont mis de l'avant dans plusieurs initiatives québécoises au cours des dernières années.

Rigueur et discipline fiscales, contrôle des pressions inflationnistes, contrôle des coûts imposés par la réglementation, flexibilité du marché du travail et consolidation du système d'éducation et de formation du capital humain nous apparaissent être des conditions facilitantes qui conditionnent l'efficacité des innovations en matière de politiques industrielles.

À ces conditions, il nous semble opportun d'ajouter la cohérence, la crédibilité et la patience des gouvernements qui ont eu du succès. L'exemple le plus remarquable à cet égard est celui de l'Irlande : les signaux de sa politique économique sont demeurés fondamentalement inchangés pendant plus de vingt ans. L'ouverture constante aux IDE, la fermeté avec laquelle les programmes d'encouragements fiscaux ont été poursuivis, la focalisation effective sur certains secteurs, etc., sont autant d'orientation qui ont été poursuivies avec patience et cohérence, ce qui conféra un fort degré de crédibilité aux engagements du gouvernement irlandais. L'exemple bavarois est également instructif à cet égard. La politique de la Bavière s'appuyait sur une longue tradition de coopération avec l'industrie et tant l'importance des moyens que leur ciblage sur le système d'innovation ont donné cohérence et crédibilité aux interventions du gouvernement bavarois. L'exemple de la Nouvelle-Zélande montre qu'il est difficile d'obtenir des résultats impressionnants et durables à court terme. Le Québec peut tirer de ces trois expériences une leçon importante en matière de politique industrielle : il aura d'autant plus de succès qu'il parviendra à préciser ses orientations et à les poursuivre systématiquement à moyen et long termes.

Nous formulons maintenant des observations à propos des innovations en matière de politique industrielle proprement dite.

### *L'ouverture des économies*

Toutes les économies étudiées sont de petites économies. L'Irlande pratiquait depuis longtemps une ouverture à l'étranger, tant au plan du commerce qu'au plan des flux d'investissements. La Bavière oeuvrait à l'intérieur de l'ensemble national allemand mais avait une attitude d'ouverture face à l'investissement sur son territoire. Quant à la Nouvelle-Zélande, elle avait préconisé une politique commerciale plutôt protectionniste. Or, les trois économies étudiées ont résolument adopté une position d'ouverture

vis-à-vis du commerce étranger et de l'IDE. L'Irlande est sans doute l'exemple le plus convaincant. Cette économie a constamment manifesté sur une longue période une attitude d'ouverture et d'hospitalité aux investissements étrangers et cette attitude a joué un rôle de premier plan dans sa politique industrielle. La participation de l'Irlande au marché européen et à l'Union monétaire européenne se sont avérées de sages décisions et des décisions conformes à l'orientation à long terme de la politique irlandaise. Il ne faut pas négliger l'importance de la proximité de l'Irlande par rapport à l'Europe dans le succès qu'elle a connu au chapitre de la localisation des activités manufacturières dans les secteurs à haute technologie, ainsi que des activités financières et de back-office sur son territoire.

Le Québec, comme ces économies, est une petite économie ouverte. Il a également avantage à renforcer son insertion dans les circuits commerciaux et financiers interprovinciaux et étrangers.

#### *L'encouragement de l'innovation*

À ce chapitre, les innovations en matière de politiques introduites en Bavière montrent de manière évidente qu'il est possible d'avoir un impact significatif sur le niveau d'innovation et sur l'investissement en R&D. La Bavière, en fait, a concentré ses feux sur son système d'innovation : ses politiques ont visé la consolidation de son système d'éducation, la stimulation de la R&D et de l'innovation et le financement des entreprises, notamment via le capital de risque. Les succès de la Bavière en cette matière peuvent être attribués à sa solide base industrielle ainsi qu'à la qualité de son capital et de sa capacité de recherche, toutes deux construites dans les années d'après-guerre. La concentration des efforts sur l'innovation et le déploiement d'importants moyens financiers ont joué un rôle déterminant. Il est parfois très difficile de déterminer le taux de rendement réel des investissements consentis par la Bavière en cette matière et aucune étude rigoureuse sur la question n'a été réalisée.

L'expérience irlandaise en matière de capital de risque est également intéressante et suggère que les mesures adoptées sont susceptibles de mener à une création d'entreprises, spécialement dans le domaine des hautes technologies.

#### *L'attraction des investissements étrangers*

L'Irlande et la Bavière ont explicitement tenté d'attirer les IDE par une panoplie de mesures. L'Irlande est évidemment le cas de figure par excellence. On peut même avancer que l'attraction d'importants flux d'IDE, principalement américains, a constitué la pierre de touche de sa politique industrielle. La crédibilité des politiques gouvernementales et la qualité de l'accueil réservé aux entreprises étrangères, les faibles taux d'imposition des bénéficiaires des corporations et quelques mesures ciblées selon les secteurs (subsidés, dépréciation rapide des dépenses d'investissement, formation de la main d'œuvre, etc.) ont constitué les armes principales du gouvernement irlandais. Ces outils n'ont rien de très exotiques ou d'innovants en soi : c'est la constance et la détermination avec lesquelles ils ont été déployés par le gouvernement irlandais qui leur ont conféré leur efficacité. Encore aujourd'hui, la fiscalité des entreprises irlandaise est très compétitive. La situation géographique de la Nouvelle-Zélande rend ce levier moins facile à exercer.

#### *L'identification de secteurs porteurs ou stratégiques*

Le parallélisme entre l'Irlande et le Québec, et même entre la Bavière et le Québec sous cet angle est frappant. L'Irlande, pour sa part, a consciemment et délibérément adopté une stratégie industrielle de focalisation sur certains secteurs stratégiques. Le choix de ces secteurs résulte d'une analyse de type avantages-coûts inspirée des travaux de Michael Porter sur la compétitivité des nations et les grappes industrielles. Le renforcement des grappes industrielles ainsi identifiées a été poursuivi avec un certain systématisme au fil des ans. Le Québec a navigué en ces eaux, mais n'a jamais explicitement procédé à l'identification de secteurs stratégiques. Bien que les politiques sectorielles des dernières années sur le multimédia, le commerce électronique, les NTIC, etc. puissent être vues comme des éléments de définition implicites de ces secteurs.

La stratégie de focalisation (*'picking winners'*) semble, à première vue, avoir souri à l'Irlande. Bien qu'il ne soit pas rigoureusement établi que les flux d'IDE eurent été significativement réduits en absence d'une telle focalisation. Il reste qu'il est difficile de ne pas pressentir l'efficacité des politiques irlandaises dans le domaine des services financiers, du back-office, des entreprises de haute technologie, etc.

La Bavière a également identifié certains « secteurs prometteurs » : aéronautique, lasers, NTIC, bio-

technologies, etc. Mais le très grand nombre de mesures concurrentes rend, ici encore, très difficile l'évaluation de l'efficacité de cette stratégie. Dans le domaine de l'aide à la R&D, les secteurs des nouveaux matériaux et des micro-systèmes ont également été ciblés par la Bavière.

Il reste que la focalisation autour de secteurs stratégiques ou prometteurs occupe une place centrale en Irlande et une place importante, quoique moins centrale en Bavière et au Québec.

### *Les privatisations*

La réduction de la taille de l'état via, notamment, un ensemble de privatisations a été un outil mis en œuvre en Bavière et en Nouvelle-Zélande. Dans les deux cas, l'état était très impliqué dans la gestion d'entreprises dans des secteurs traditionnels d'intervention : aéronautique, télécommunications, énergie, finances, etc.

En Nouvelle-Zélande, le transfert au secteur privé avait le double objectif de stimuler le secteur privé et de réduire la fardeau que représentaient les entreprises publiques pour le trésor. En Bavière, il s'est d'abord agi d'un effort pour financer le déploiement de nouveaux outils, plus dynamiques et mieux adaptés à la concurrence dans un contexte de globalisation et de développement de la nouvelle économie. Le financement des programmes *Offensive Zukunft Bayern* ainsi que de d'autres initiatives orientées vers la consolidation du système d'innovation bavarois a sans doute constitué la motivation principale de ces privatisations.

Au Québec, l'état est présent mais beaucoup moins impliqué dans des participations directes ou par des entreprises nationales qu'il ne l'était en Bavière ou en Nouvelle-Zélande. La privatisation de larges segments, qui seraient susceptibles de financer d'ambitieux programmes ciblés, apparaît moins attrayante. Néanmoins, l'expérience bavaroise fournit de précieuses indications sur la rentabilité avec laquelle l'état peut gérer les fonds publics. Elle montre également comment l'état peut stratégiquement consolider le système national d'innovation et maximiser les synergies entre les secteurs public, privé et ceux de l'éducation et de la recherche.

Il y a sans doute un certain nombre de domaines pour lesquels le gouvernement québécois pourrait avantageusement considérer un redéploiement de ses énergies et de ses ressources financières. Privatisations, P3

(partenariats public-privé), sociétés mixtes, etc., pourraient libérer des fonds et augmenter l'efficacité opérationnelle. Mais l'opération, au Québec, aurait sans doute une ampleur différente et prendrait idéalement une couleur distincte – en favorisant, par exemple, les P3 dans de nombreux domaines—de celles observées en Bavière ou en Nouvelle-Zélande.

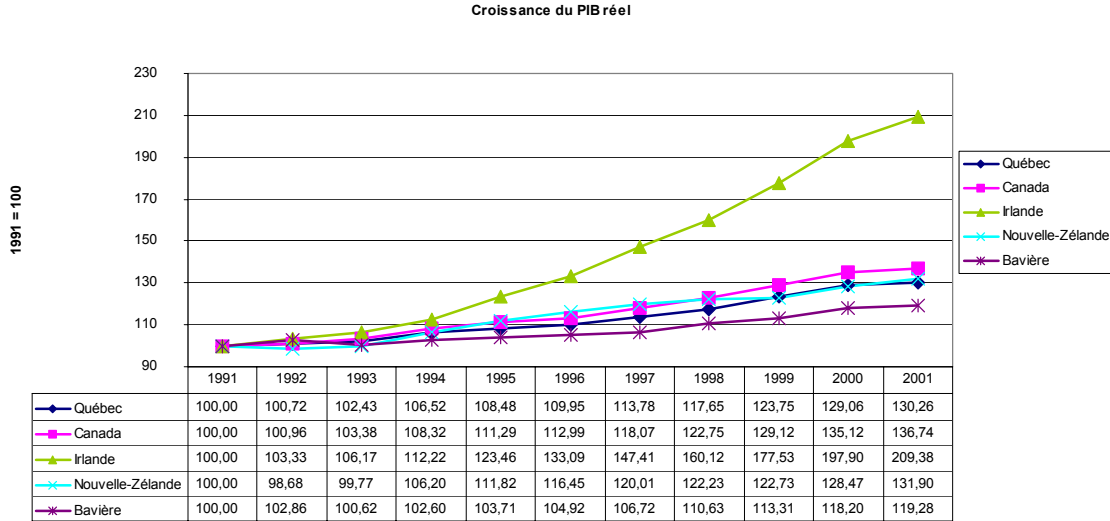


## **Annexe**

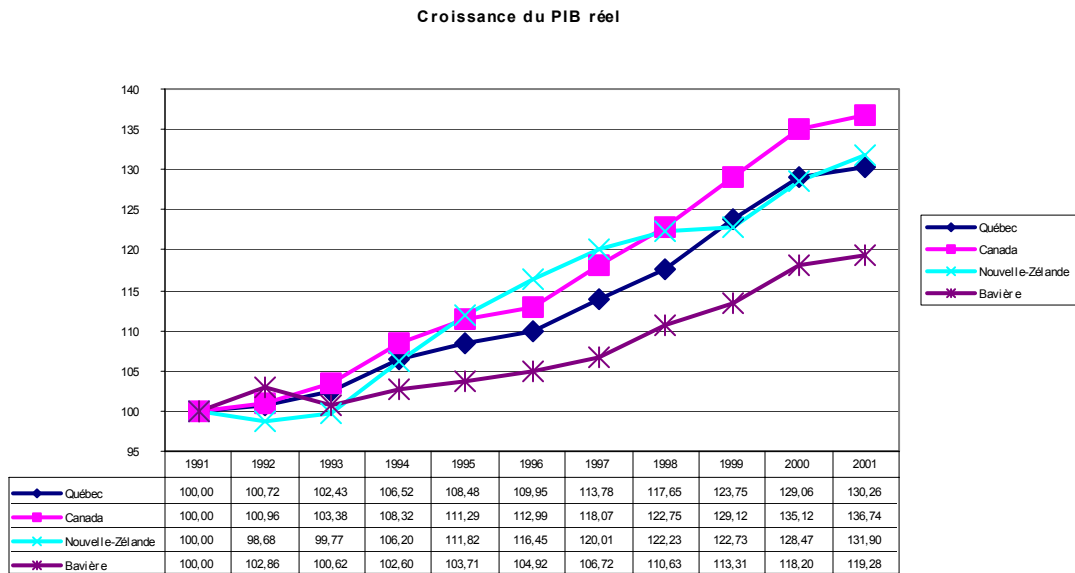
### **Principaux indicateurs économiques**

Afin de pouvoir mettre en perspective leur performance économique, voici une série de graphiques qui comparent l'évolution, au cours de la dernière décennie, des principaux indicateurs économiques des régions étudiées, soit le Québec, le Canada, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande ainsi que la Bavière.

## La croissance du PIB réel (1991 = 100)



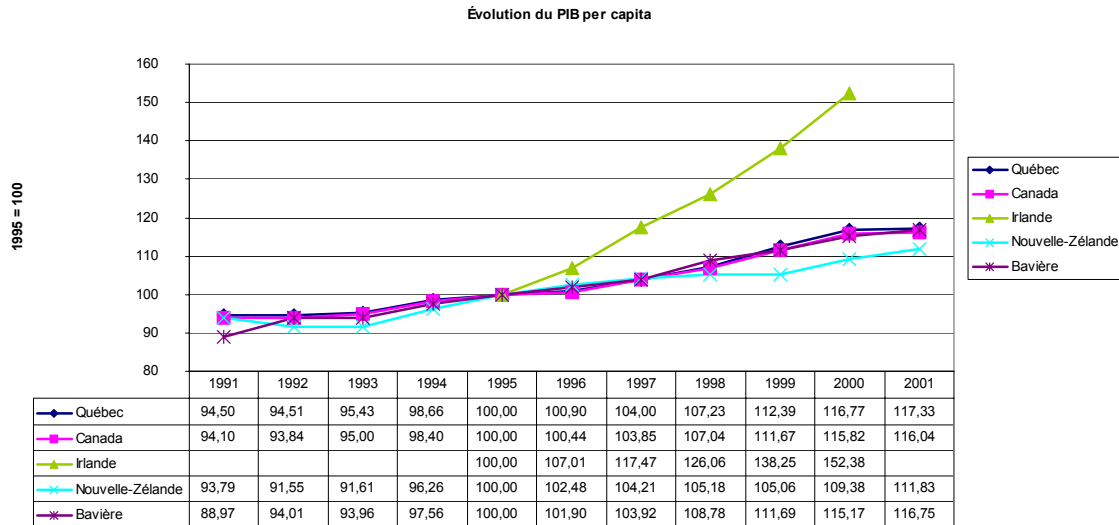
## La Croissance du PIB réel sans l'Irlande (1991 = 100)



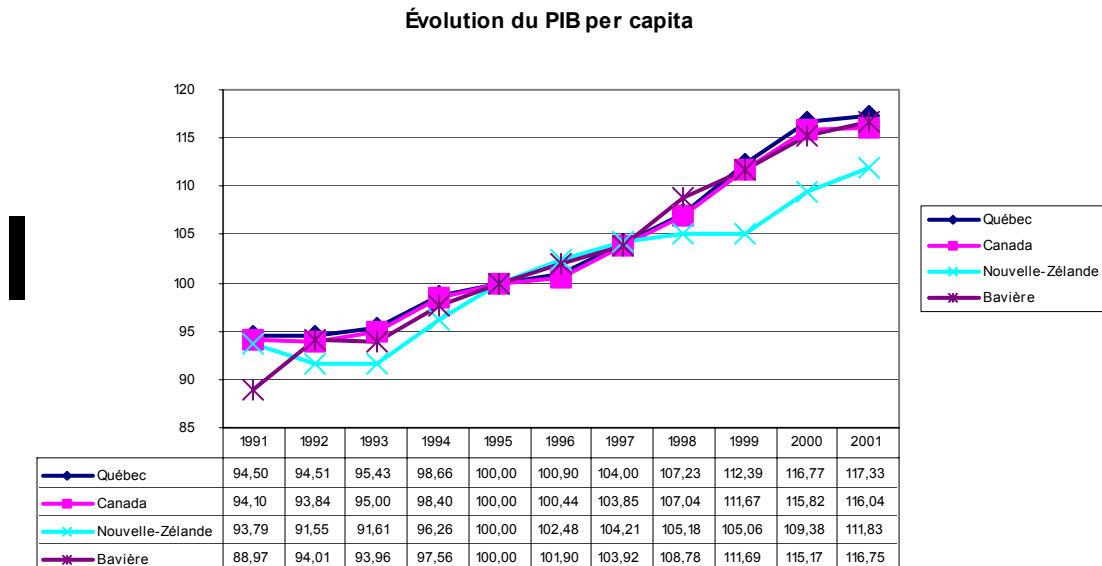
### Notes :

- L'Irlande se démarque clairement avec une croissance exceptionnelle de 110%.
- Le Canada se classe bon deuxième avec une croissance de 36% sur 10 ans
- Le Québec affiche un certain retard par rapport au Canada et l'écart tend à se creuser.
- La Nouvelle-Zélande a un début des années 90 difficile mais rattrape le retard dès 1994.
- La Bavière a la croissance la plus faible avec 19% sur 10 ans.

## L'évolution du PIB per capita (1995 = 100)



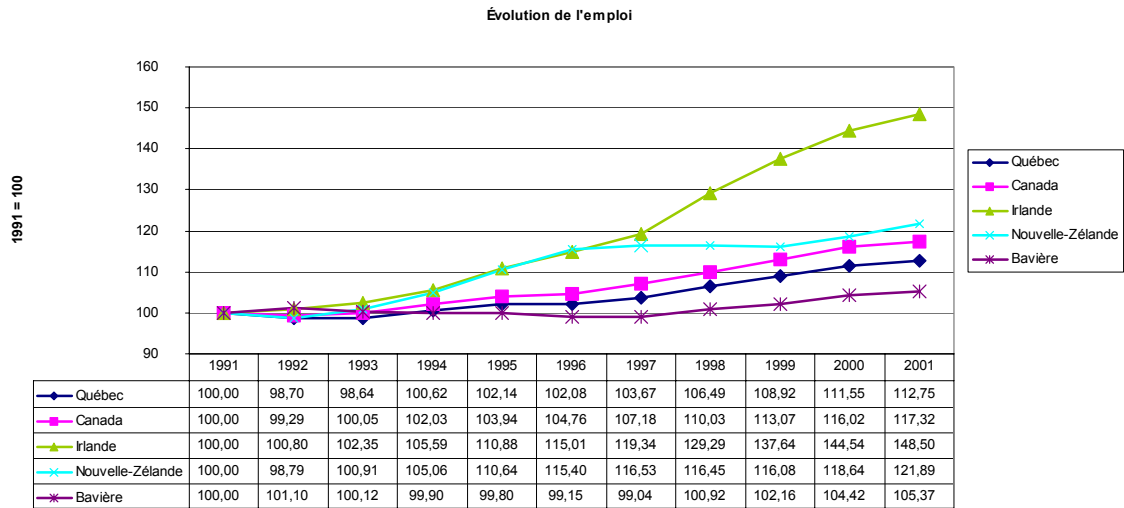
## Évolution du PIB per capita sans l'Irlande



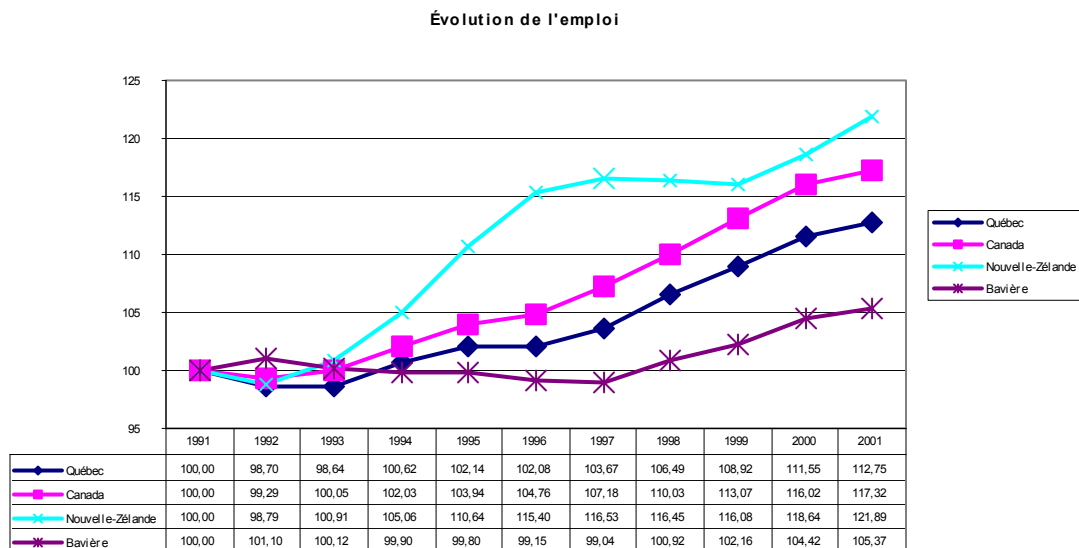
Notes :

- L'Irlande se démarque encore.
- Le Québec, le Canada et la Bavière se suivent de très près.
- La Nouvelle-Zélande accuse un certain retard en 1998-99 qui tend à se résorber au cours des deux années suivantes.

## Évolution de l'emploi



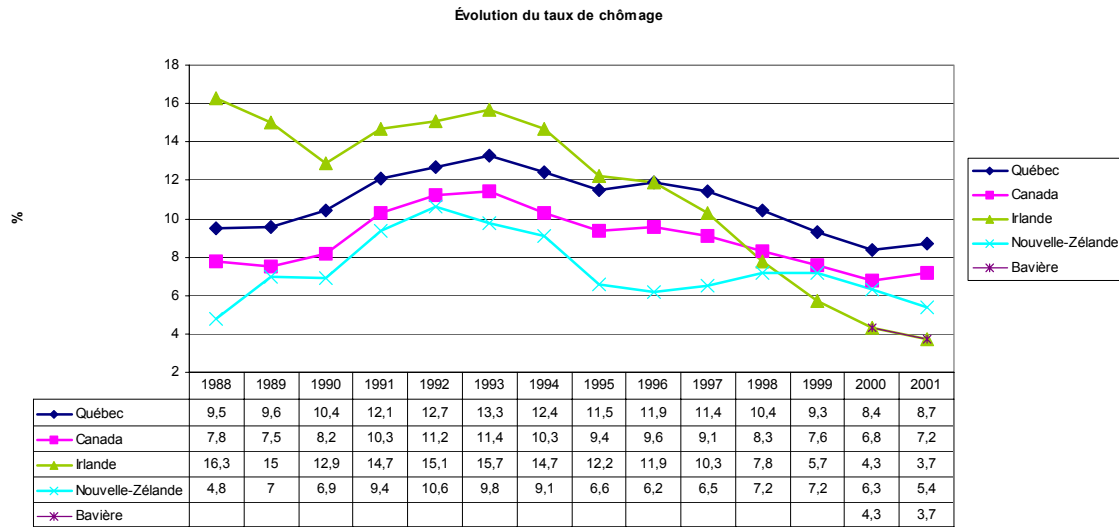
## Évolution de l'emploi sans l'Irlande



Notes :

- L'Irlande à une évolution de l'emploi exceptionnelle
- La Nouvelle-Zélande se place au deuxième rang.
- L'évolution relative de l'emploi au Québec par rapport au Canada est très semblable à celle concernant la croissance du PIB réel.
- La Bavière a la croissance la plus faible.

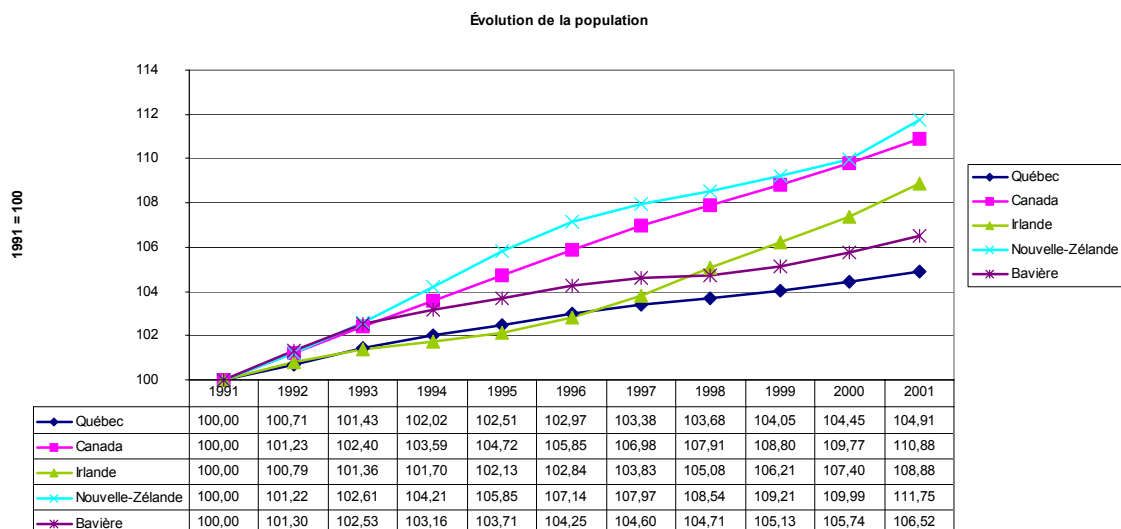
## Évolution du taux de chômage



### Notes :

- Le taux de chômage irlandais est en chute libre.
- Le Québec à un taux plus élevé que le Canada mais les deux suivent la même évolution
- La Nouvelle-Zélande à un faible taux, inférieur à ceux du Canada et du Québec.
- Les deux données disponibles pour la Bavière indiquent que le taux de chômage y est très bas et équivalent à celui de l'Irlande pour 2000-01.

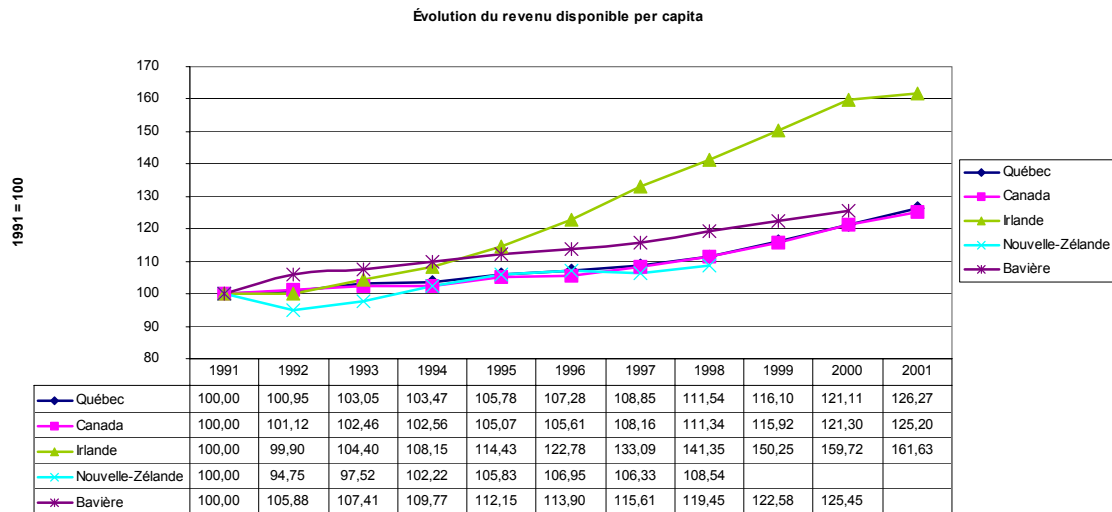
## Évolution de la population



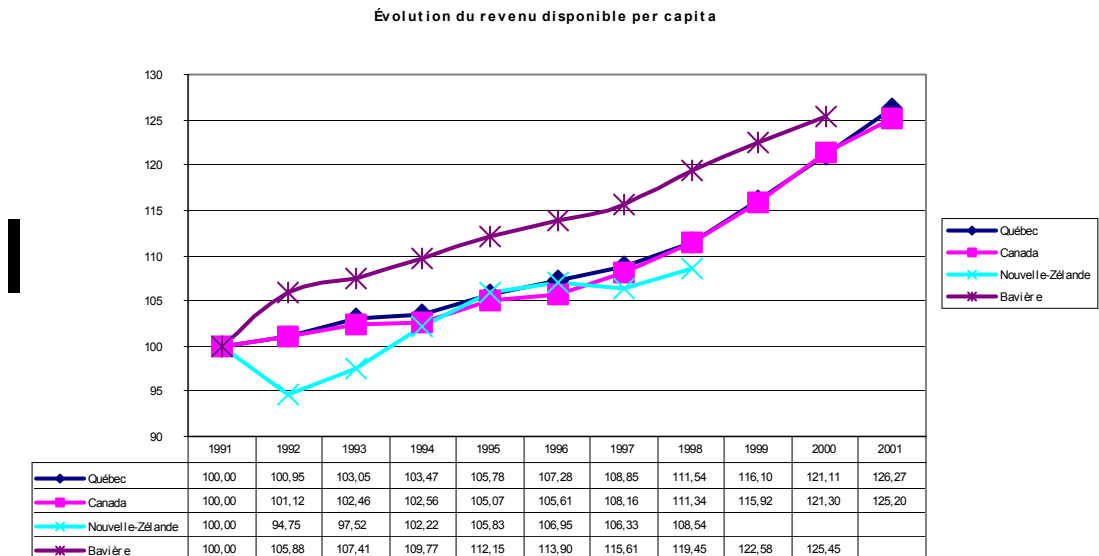
Notes :

- Les cinq régions sont en croissance.
- Le Québec présente la plus faible croissance avec près de 5%.
- Le Canada et la Nouvelle-Zélande se démarque avec des taux de croissance d'environ 11% et 12% respectivement.

## Évolution du revenu disponible per capita



## Évolution du revenu disponible per capita sans l'Irlande



Notes :

- L'Irlande est toujours en avance.
- La Bavière se démarque un peu des autres avec une certaine avance qui tend à diminuer vers les dernières années.
- Le Québec et le Canada sont très près l'un de l'autre
- La Nouvelle-Zélande connaît une forte décroissance en 1992 mais finit par rattraper le niveau canadien en 1994.